LA SESSION

La session de la législature de Québec a duré à peu près deux mois, interrompus par des fêtes, il est vrai, qui ont diminué considérablement les jours de travail effectif. La loi constitutionnelle fixe à trente jours de séances la durée normale d'une session, en décrétant que pour avoir droit à l'indemnité sessionnelle entière, nos législateurs doivent avoir siégé au moins pendant trente jours. Si l'on songeait plus aux affaires du pays et moins aux affaires du parti, le travail réel des sessions ordinaires tiendrait aisément dans ce minimum de trente jours et la province y gagnerait à ne pas avoir à payer une nuée d'employés sessionnels, dont le salaire est à la journée et les législateurs n'auraient rien à y perdre. Mais, faut-il le dire ? il y a trop d'avocats parmi les députés pour qu'on puisse espérer qu'on en viendra jamais là.

Le travail de la dernière session est assez maigre, si l'on ne considère que la législation d'intérêt général; on y a passé quelques lois amendant d'autres lois administratives ou judiciaires, sur divers points de détails, quelques lois fiscales, sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure et une foule de lois d'intérêt particulier. Parmi ces dernières que l'on appelle, dans notre iroquois légal, les "bills privés", on compte trois lois amendant la charte de la cité de Montréal, dont l'une a bien failli périr dans le "massacre des innocents", douze concernant d'autres municipalités; sept concernant les chartes de compagnies; douze concernant des institutions de charité, de bienfaisance, ou des institutions religieuses, etc., etc.

La législation d'intérêt général comprend, principalement, les mesures suivantes: Loi nouvelle des licences; loi modifiant la législation sur l'inspection des manufactures; loi concernant la dette publique, loi modifiant la taxe sur le commerce et l'industrie et loi modifiant la taxe sur les mutations d'immeubles.

La nouvelle loi des licences n'est encore connue dans son entier que par un petit nombre, à cause de cette parcimonie de la chambre dont nous avons déjà parlé, qui l'empêche de distribuer aux journaux quelques centaines d'imprimés; ce qu'on en sait, c'est qu'elle fixe des heures de fermeture des magasins licenciés et des hôtels, buvettes, restaurants etc, et qu'elle en limite le nombre suivant la population. La loi

concernant la dette publique décrète que certains capitaux dont la province pourra être remboursée bientôt, seront employés exclusivement au remboursement de la dette publique.

La loi modifiant la taxe sur le commerce, l'industrie et les professions, assimile tous ces contribuables, pour ce qui concerne Montréal et Québec et les charge d'une taxe originairement fixée à 6 p. c. puis réduite à cinq pour cent du loyer payé pour le local où se font les affaires. Ainsi modifiée, la taxe sur le commerce produira probablement un peu plus au gouvernement, mais elle est plus équitablement répartie. A Montréal, la taxe d'affaires, qui repose sur la même base, mais qui est de 7½ p. c. donne une somme moyenne de \$250,000 par année, la taxe du gouvernement rapportera, par conséquent \$167,500 à Montréal seulement.

La loi concernant la taxe sur les mutations d'immeubles est citée au long dans une autre colonne.

Nous avons ici trois codes: le Code Civil, le Code de Procédure Civile et le Code Municipal; une dizaine de lois nouvelles bouleversent les trois codes.

L'Assemblée législative a discuté un projet de loi de M. Morris substituant une taxe annuelle de un mille sur toutes les propriétés foncières, à la taxe actuelle sur le commerce et l'industrie; cette proposition n'a réuni que cinq voix dans l'assemblée. Evidemment, les députés de la campagne ne veulent pas qu'on taxe les habitants, et, comme ils sont en grande majorité à la chambre, ils empêchent toute tentative de ce côté.

Le gouvernement oppose cet argument à ceux qui lui reprochent d'accabler les villes de taxes et d'épargner les campagnes. S'il était, cependant, parfaitement décidé à mettre les députés ruraux à la raison, il aurait un moyen efficace; supprimer dans le budget tous les crédits ouverts à la colonisation et à l'agriculture. "Messieurs, leur dirait-il, puisque vos commettants ne veulent pas payer leur part des taxes provinciales, il n'est que juste qu'ils ne reçoivent rien des fonds fournis à peu près exclusivement par les villes."

Voilà une économie toute indiquée de \$236,900 sur le budget de 1894-95, qui aiderait beaucoup à trouver l'équilibre de ce budget et qui ouvrirait les yeux à nos bons ruraux.

Mais la législation de la session

qui a suscité le plus d'intérêt dans le public, en dehors de la question des taxes et des bills amendant la charte de Montréal, c'est celle qui concerne l'asile de Beauport.

Autant qu'on peut en juger sans connaître exactement le dessous des cartes, le gouvernement aurait trop favorisé les intérêts des propriétaires de l'asile de Beauport, dans le but de leur faire accepter une vente aux Sœurs de Charité de Québec. La remise entre les mains des Sœurs de la garde des aliénés ne peut qu'être approuvée, d'autant plus que la province réalise en même temps une économie considérable sur le coût de l'entretien de ces malheureux; mais certains détails de la transaction entre la famille Landry, le gouvernement et les sœurs, à propos de l'achat de l'asile, ne sont pas aussi à l'abri du soupçon qu'on pourrait le désirer.

Nous ne dirons que quelques mots de la législation concernant la charte de Montréal, qui a pris un temps considérable aux deux branches de la législature. Les principales modifications à la charte sont les suivantes: chaque quartier n'élira que deux échevins au lieu de trois et chaque charge d'échevin sera numérotée; dans chaque quartier il y aura l'échevin No 1 et l'échevin No 2, les candidatures concurrentes se faisant ainsi d'homme à homme, et le scrutin étant uninominal au lieu d'être par liste ou ticket.

La limite des emprunts de la ville est fixée à 15 p. c. de la valeur des propriétés imposables; mais pour permettre à la ville de faire honneur à ses engagements actuels, il lui est permis d'emprunter jusqu'à concurrence de 15 p. c. sur \$160,000,000; elle ne pourra emprunter davantage que lorsque l'évaluation des propriétés imposables aura dépassé cette somme.

La ville est autorisée à faire un arrangement avec le Pacifique pour la construction de la gare de l'Est, sur la rue Craig, mais elle ne pourra pas faire un emprunt spécial pour cet objet.

Le coût des expropriations faites pour l'ouverture de diverses rues: Pantaléon, des Pins, Cathédrale, Bleury, Notre-Dame, etc., est mis pour moitié à la charge de la ville et pour l'autre moitié à la charge des propriétés ayant front sur ces rues.

Le reste des amendements se rapporte à des questions de moindre importance; nous en donnerons le texte dès que nous aurons pu nous le procurer.